

UNE SANCTION DISPROPORTIONNEE !

La Direction Fret a décidé de sanctionner très lourdement notre camarade Jean Michel, militant de la CGT, en le radiant des cadres, « Licenciement de la SNCF ».

La Direction Fret est en échec sur ses choix stratégiques.

Fret SNCF a perdu près de 10% de part de marché.

La Direction Fret est en échec sur les enjeux écologiques et environnementaux. La libéralisation du Fret s'est faite au détriment de toutes les entreprises ferroviaires, les parts de marché perdues étant transférées sur la route.

La Direction Fret a supprimé, dans cette même période 60% de ses effectifs. Rien ne sera épargné aux agents Fret. En radiant notre camarade, la direction se **débarrasse** d'un agent.

La Direction fret est mise en échec par la cohérence et la pertinence des propositions de la CGT dans le document « Ensemble pour le fer »

Dans ces conditions la direction Fret ouverte à l'ultra libéralisme tente de détourner les causes du mécontentement. Son échec politique et industriel, elle veut le faire supporter aux cheminots.

La Direction Fret en choisissant le bâton le plus brutal ajoute du mécontentement au mécontentement.

La loi votée au printemps dernier, contre l'avis très largement majoritaire (95%) des cheminots exécution, maîtrise et cadre, contre l'intérêt des usagers (Des lignes sont menacées de fermeture définitive, Thionville-Bouzonville, St-Dié-Epinal, Pont-St-Vincent-Merrey...), contre l'intérêt de l'entreprise elle-même, est illégitime.

Rien n'est réglé. La CCN est en cours de discussions. La direction sait que les cheminots peuvent peser sur son contenu.

L'opposition aux choix libéraux s'exprime de plus en plus fort et s'élargie à tous : salariés, chômeurs, retraités, travailleurs pauvres, lycéens, étudiants, professions libérales ...

Macron, Le pouvoir, les directions d'entreprises publiques et le grand patronat sont sur la défensive.

Dans ce contexte, la direction de la SNCF tente d'intimider et de faire taire les cheminots.

Réaffirmons-le, la sanction est sans commune mesure et disproportionnée avec les griefs avancés ; Un échange verbal avec des Cheminots en gare de Paris Est.

Cette sanction, la plus haute dans le degré des sanctions prévues au statut, s'inscrit dans un climat de répression généralisée qui frappe durement ceux qui luttent.

Les Lycéens et les étudiants en lutte contre la sélection accrue, contre parcours sup subissent une répression inacceptable. Exemple, Lycéens à genoux, mains derrière la tête à Mantes-la-Jolie.

La violence est instrumentalisée face à l'expression du mécontentement des gilets jaunes.

Macron rejette les corps intermédiaires. Les organisations syndicales sont méprisées, baladées lors de prétendues négociations. Mécontentements et souffrances ignorées, exaspérations refoulées, génèrent exactions, violences et répressions qui à leurs tours, accentuent la colère.

Les sanctions dans notre entreprise s'inscrivent dans ce climat répressif. Par le passé, ce genre de stratégie n'a jamais triomphé.

Ils veulent briser tout esprit de résistance pour mieux casser le modèle social français.

Un cycle infernal que nous refusons.

Nous en appelons au PDG de la SNCF, Monsieur Pépy.

La CGT, ses militants n'accepteront jamais une telle décision qui nous renvoie plus de 60 ans en arrière. C'est le syndicalisme que l'on cherche à atteindre. Dans le même temps, personne ne peut accepter que l'on détruise ainsi un homme et sa famille, cela s'appelle un **DRAME** humain !

Nous attendons un geste d'atténuation de la sanction et d'humanité de la part de la direction de l'entreprise.

Réaffirmons le très fort, la CGT ne partage pas et combat la stratégie économique, sociale de la direction de l'entreprise. **Est-ce que, pour autant, le débat contradictoire doit conduire à l'exclusion de ceux qui portent une autre alternative, une autre conception du service public ?**

Avec un tel comportement de nos dirigeants, de l'état, des directions d'entreprises y compris publiques, le risque est grand de sombrer dans l'inconnu.

Dans cette épreuve Jean Michel peut compter sur le soutien et la solidarité de la CGT et de ses militants.

Les cheminotes et les cheminots ne peuvent tolérer que la répression devienne un mode de gestion des mécontentements et des luttes.

STOP À LA RÉPRESSION



LA LUTTE CONTINUE!!